



FORMATION SPÉCIALISÉE DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL DU 22 SEPTEMBRE 2026 - DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous venons de subir la **période de fortes chaleurs et canicules** la plus longue et la plus intense de notre courte existence.

Nous avons subi, car il est très compliqué de faire face à de telles conséquences du changement climatique quand **rien n'a été anticipé, rien n'a été préparé.**

C'est donc dans l'improvisation maximum que cette période de crise a été gérée. Cette situation inédite était pourtant prévisible. Cela fait déjà plus de 50 ans que les modèles climatiques prévoient de tels événements, et pourtant, force est de constater l'absence totale de préparation. Pire, notre modèle politique et socio-économique s'est évertué à réduire en miettes les services publics pourtant essentiels pour faire face à de tels événements.

Que dire de l'état des services de protection civile et des infrastructures de santé ? Le constat est dramatique lorsque l'on prend en compte les effets des canicules ou des incendies sur la santé humaine : atteintes pulmonaires, atteintes psychiques, mortalité accrue.

Nous avons tous été plus ou moins affectés et abordons cette rentrée déjà fatigués car peu ou pas reposés.

Les canicules exacerbent aussi certaines inégalités avec des logements passoires thermiques et, pour celles et ceux qui vivent seul·e·s ou qui ont peu d'entourage, cela renforce l'isolement.

Au travail, cette inégalité des conditions de travail a été flagrante entre les collègues bénéficiant ou pas de bureaux avec climatisation et des systèmes de climatisations qui eux aussi ont montrés leurs limites.

Chaque euro qui manque aujourd'hui à la prévention et à l'adaptation alourdit les coûts humains, sociaux, environnementaux et économiques de demain.

Cela passe bien évidemment par **de nouvelles orientations dans le budget de la DGFIP, et donc de la FS**. La multiplication des épisodes caniculaires pose une question essentielle: celle des conditions de travail et de la protection de la santé des salarié·e·s.

La prévention des risques liés aux fortes chaleurs passe nécessairement par un allègement des charges de travail, une meilleure anticipation des activités et des effectifs suffisants pour absorber ces contraintes nouvelles.

Plus largement, **la canicule doit être considérée comme un risque professionnel à part entière**. Comme pour tout risque professionnel, la priorité doit être donnée à la prévention collective: adaptation des locaux, création de zones de rafraîchissement, augmentation des temps de pause, accès facilité à l'eau, équipements adaptés et révision des organisations de travail.

Nous devons donc construire dès aujourd'hui de nouvelles organisations du travail qui protègent la santé des travailleurs et travailleuses tout en garantissant la continuité de nos services publics essentiels.

Cet épisode climatique vient ajouter de la **souffrance au travail dans un contexte largement dégradé** dont témoigne une fois de plus l'observatoire interne 2026 dont la publication des résultats a été annoncée le 22 juin dernier et inscrit à l'ordre du jour de cette séance.

Sur l'intranet ministériel ALIZE on peut lire que "cette édition 2026 est marquée par une **grande stabilité des chiffres, qu'il s'agisse de la participation** (comme l'an passé, un peu plus d'un agent sur deux a répondu à l'enquête en ligne réalisée du 3 février au 6 mars par l'institut Ipsos-BVA pour le compte du Secrétariat général des MEF) **comme des résultats**. Après une édition 2025 caractérisée par une amélioration de la plupart des grands indicateurs, les résultats 2026 sont globalement stables ou en légère hausse."

Devons-nous nous réjouir de ces résultats positifs ?

A l'inverse, ce sondage, dont l'administration ne nous communique jamais le coût annuel, **avait été menacé de suppression l'année dernière par le ministre de l'Économie, au motif que la présentation des résultats compilée par le prestataire de l'époque avait été jugée un peu trop négative**.

Rappelons que la fiabilité d'un sondage dépend avant tout de la constitution de l'échantillon, c'est-à-dire le groupe effectivement interrogé. Un échantillon représentatif doit refléter la structure de la population étudiée selon l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle... Dans l'étude qui nous occupe aujourd'hui, on apprend que 51 % de la population interrogée a répondu.

Mais les résultats par catégorie de personnel (A+, A, B et C) ne nous sont jamais exposés. À aucun moment, nous n'avons connaissance de la répartition catégorielle des réponses à chacune des questions. Or, l'analyse d'un cadre supérieur différera forcément de celles des personnes « managées » !

Au sein de notre DIRCOFI, si la motivation des agents reste au même niveau, l'état de fatigue ne cesse de progresser atteignant en 2026 le taux de 43%, soit 13% de plus qu'en 2023.

L'été 2026 aura également été marqué par la cyberattaque massive révélée par la presse le 13 août — trois vols distincts de données (particuliers, cadastre, successions vacantes), fermeture du PIGP, mise en place d'une double authentification — fragilise les agent·e·s et l'image de la DGFIP, alors que la facturation électronique est déployée depuis le 1er septembre dans l'insécurité numérique la plus totale.

Ces fuites de données interviennent au sein même de notre administration qui exige de ses agents rigueur, sécurité, confidentialité et exemplarité, alors qu'elle semble incapable de s'appliquer ces mêmes exigences.

Depuis plusieurs années, les agents alertent sur la multiplication des piratages, failles de sécurité, données exposées, dysfonctionnements informatiques.

À chaque fois, les agents sont en première ligne : ils doivent répondre aux usagers, expliquer des situations incompréhensibles, corriger les erreurs et gérer les conséquences de décisions qu'ils n'ont pas prises.

La Direction Générale continue de parler de modernisation, de performance, de dématérialisation et de qualité de service.

Mais quelle performance lorsque les outils ne fonctionnent pas ?

Quelle modernisation lorsque les agents passent leur temps à contourner les dysfonctionnements ?

Quelle qualité de service lorsque l'administration produit elle-même les erreurs que les agents doivent ensuite réparer ?

Dernier exemple en date, le déploiement de Pilot CF, application devant remplacer RIALTO, que nous aborderons également en instance, qui est encore un échec malgré 5 années de travail et un coût considérable pour la mettre en place.

Le basculement des données entre les deux applications ne fonctionne pas, l'ergonomie et la prise en main, loin d'être intuitives, ont déjà généré une multitude de questions, nous ne comptons plus les anomalies sur les modèles de documents et le temps perdu à effectuer des tâches, pourtant simples de prime abord, comme générer un avis de vérification.

En conclusion nous sommes loin d'une rentrée sereine.

Enfin, le tableau de noir de 2026 serait incomplet sans mentionner le gel du point d'indice annoncé, la détérioration incessante du climat social et des tensions internationales qui elles aussi ont un impact sur notre vie et notre travail.

Tous ces facteurs ne font qu'augmenter les risques psycho sociaux !

A la CGT Finances Publiques, comme toutes les organisations syndicales de la Fonction Publique, nous appelons tous les agents à se mobiliser de la manière la plus forte le 29 septembre prochain.